

# Le défi à l'Etat

La réponse répressive, sociale et judiciaire du président Andrés Manuel López Obrador est – provisoirement ? – mise en échec dans la lutte contre les cartels de narcotrafiquants. Ils intensifient spectaculairement leur pression.

Il y a deux ans, Andrés Manuel López Obrador, dit Amlo, était élu président du Mexique sur la promesse d'une rupture avec la stratégie de militarisation de la lutte contre les narcotrafiquants développée par son prédécesseur, Enrique Peña Nieto. Deux scènes, deux lieux aident à évaluer aujourd'hui l'état du rapport de force entre l'Etat et les grandes organisations criminelles.

Le 17 octobre 2019, la police et des éléments de la Garde nationale arrêtent dans son repaire de Culiacan, ville du nord-ouest du pays, Ovidio Guzmán López, un des fils de l'ancien chef du cartel de Sinaloa, « El Chapo » Guzmán, extradé vers les Etats-Unis. Rapidement, ils sont attaqués par des membres de l'organisation munis de mitrailleuses lourdes et de lance-roquettes. L'affrontement se déroule en plein jour ; des passants risquent de perdre la vie ; les forces de sécurité, sur ordre du président, relâchent leur captif.

Le 26 juin dernier, peu après 6 h 30, dans le quartier huppé des ambassades à Mexico, loin des zones du centre et du nord du pays contrôlées par les cartels, une trentaine d'assaillants attaquent le convoi du chef de la police de la capitale, Omar García Harfuch. Ils tuent deux gardes du corps, une commerçante, et blessent le haut fonctionnaire de trois

balles dans le bras, la clavicule et le genou. « Cette attaque est sans doute liée au bon travail que nous réalisons. Nous n'allons pas nous arrêter, ni nous laisser intimider », commente Amlo.

## Armée et violations des droits de l'homme

« Bon travail », vraiment ? La tentative d'assassinat d'Omar García Harfuch paraît répondre de fait à l'arrestation de plusieurs membres du Cartel Jalisco Nueva Generacion (CJNG), une émanation de celui de Sinaloa dont elle est devenue la principale rivale, et à la décision des autorités de bloquer 1939 comptes bancaires liés à ses activités. Mais l'irruption du commando surarmé en plein cœur de la capitale, d'ordinaire seulement livrée à de petites structures de revendeurs de drogue malgré des alliances récentes avec des

**« DES CARTELS ONT DÉVELOPPÉ UN MODÈLE DE REDISTRIBUTION SOCIALE DANS LES QUARTIERS DÉFAVORISÉS. »**

Des forces de l'ordre assaillies par des narcotrafiquants et obligées de libérer un dirigeant de cartel : cela s'est passé en octobre 2019 au Mexique.



groupes plus puissants, et la violation de l'Etat de droit concédée au cartel de Sinaloa à Culiacan, témoignent de l'incroyable puissance acquise en quelques années par les cartels de la drogue face au pouvoir mexicain. Le nouveau président est-il en train d'échouer dans sa lutte contre les narcotrafiquants ?

Le candidat à la présidentielle Andrés Manuel López Obrador, de centre-gauche, avait annoncé en 2018 vouloir renvoyer les militaires dans les casernes pour mettre en œuvre une nouvelle stratégie sécuritaire. « Sous les administrations présidentielles précédentes, l'implication des militaires dans les tâches de sécurité publique s'était soldée par une augmentation des violations des droits de l'homme et avait alimenté la violence », souligne Michel Luntumbue, auteur d'une note d'analyse sur le Mexique pour le Grip,



REUTERS

## Une politique de création d'emplois

La création de ce nouveau corps de sécurité n'est pas la seule réponse apportée par le nouveau président au fléau des violences du crime organisé. Rien qu'entre janvier et décembre 2019, 34 582 meurtres ont été commis au Mexique, soit une moyenne d'environ 95 par jour pour une population de quelque 129 millions d'habitants. « Le volet social de la politique d'Amlo essaie de s'attaquer aux causes structurelles de la pauvreté en proposant une politique volontariste de création d'emplois pour les jeunes et de révision des sanctions en matière de consommation des drogues, explique Michel Luntumbue. Des groupes de narcotrafiquants ont développé un modèle de redistribution sociale dans les quartiers défavorisés. On l'a observé pendant la crise du Covid-19. Dans certaines zones du pays, les cartels ont effectué des distributions de colis alimentaires en faveur des plus démunis et ce, au grand jour. Un des défis pour le pouvoir est d'apporter une réponse aux demandes sociales de ces couches paupérisées de la population. »

Mais pour le chercheur du Grip, la limite de la stratégie du président Obrador réside surtout dans la faiblesse du volet juridique et financier pour contrer les structures économiques sur lesquelles s'appuient les cartels. « Le modèle sécuritaire basé sur des programmes sociaux ne suffira pas. Il faut un cadre juridique avec des organes d'investigation indépendants, sur le modèle de ce que les dirigeants italiens ont mis en place à la fin des années 1980. Quand on fera reculer l'impunité et qu'on réduira la capacité de blanchiment des ressources des activités criminelles, on observera sans doute des évolutions tangibles. » Aujourd'hui, au Mexique, 89 % des dossiers d'homicides ne sont même pas instruits... ■

**GÉRALD PAPY**

(1) *Mexique : la politique sécuritaire d'Andrés Manuel López Obrador, une impossible démilitarisation ?*, par Michel Luntumbue, 27 mars 2020, Grip.

le Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (1). Amlo a innové en créant la Garde nationale, un nouveau corps de sécurité, avec l'intention de suppléer les carences de l'ancienne police fédérale, jugée inefficace et corrompue. « Même si elle est dirigée par des civils et même si ses membres reçoivent une formation en matière de droits humains, la Garde nationale reste dans le paradigme militaire parce qu'elle est constituée en grande partie d'éléments des forces armées, des unités de la police militaire et navale, et de l'ancienne police fédérale, qui seront renforcés par de nouvelles recrues », décrypte l'expert.

Autre problème : ses effectifs même en pleine capacité, ce qui n'est pas encore le cas. « La Garde nationale devrait atteindre les 150 000 hommes à l'horizon 2023 et être déployée dans

150 des 266 régions du Mexique qui ont un indice d'insécurité le plus élevé. Mais, selon la plupart des analystes locaux, elle peinera à relever le défi sécuritaire posé par les cartels en raison de ses effectifs insuffisants vu la taille du territoire, une superficie de deux millions de km<sup>2</sup>. Le secrétaire mexicain à la Sécurité, Alfonso Durazo, a lui-même estimé que le quadrillage du territoire concerné nécessiterait idéalement quelque 360 000 hommes pour avoir un impact. » L'action de la nouvelle Garde nationale a, de surcroît, été entravée pendant l'année et demie de mandat de Amlo, entré en fonction le 1<sup>er</sup> décembre 2018, par les tensions avec les Etats-Unis. L'exploitation de la question migratoire par Donald Trump a contraint le Mexique à affecter une partie du corps de la Garde nationale à la surveillance des frontières.